

Comportements alimentaires

Des politiques publiques pour promouvoir une alimentation durable en Europe : un examen des politiques et de leur efficacité

Policies to promote healthy eating in Europe: a structure review of policies and their effectiveness

Auteurs : Sara Capacci, Mario Mazzocchi, Bhavani Shankar, José Brambila Macias, Wim Verbeke,

Federico JA Pérez-Cueto, Agnieszka Kozioł-Kozakowska, Beata Piórecka, Barbara Niedzwiedzka, Dina D'Addesa, Anna Saba, Aida Turrini, Jessica Aschemann-Witzel, Tino Bech-Larsen, Mathias Strand, Laura Smillie, Josephine Wills, and W Bruce Traill

Source : Nutrition reviews

Date de publication : 1 Mars 2012

Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans un programme de recherche européen Eatwell¹. L'objectif de ce projet était d'identifier les manques et les limites dans l'évaluation des politiques alimentaires. Bien que les politiques publiques soient soumises à une évaluation, cette phase est souvent négligée étant donné les problématiques de disponibilité de données de qualité.

A travers une revue de la bibliographie, de documents stratégiques, de la littérature grise, des sites gouvernementaux ou encore des interviews de politiques, des chercheurs de 5 pays ont étudié une série de mesures et de politiques publiques, a priori représentatives de l'action publique alimentaire. A partir des documents disponibles, les chercheurs ont identifié 129 mesures dont 121 observées en Europe. L'étude se concentre sur des interventions au niveau national ou éventuellement de grandes régions. Une mesure ou une politique alimentaire est entendue comme une action menée par un gouvernement pour influencer les comportements alimentaires en :

- Changeant l'environnement alimentaire et le marché
- Encourageant des choix mieux informés

Les mesures sélectionnées sont à des échelles différentes, dans des zones différentes, avec des systèmes de gouvernance différents. Pour chaque mesure, les chercheurs ont fait une analyse critique de son efficacité à partir des résultats disponibles.

Résumé

Les maladies liées à la nutrition ont atteint des proportions épidémiques dans les pays occidentaux.

En Europe, l'obésité représente 5 % à 7 % des coûts de la sécurité sociale. En 2002, les coûts directs et indirects liés à l'obésité étaient estimés à 33 milliards d'euro, soit près de 0,5 % de la croissance du PIB de l'Union Européenne. Pour faire face à ce phénomène, les pays mettent en place des politiques publiques pour améliorer l'alimentation et, in fine, l'état de santé, de leur population.

Les difficultés de l'évaluation des politiques publiques alimentaires :

- les politiques alimentaires visent des améliorations de santé sur le long terme, difficile de déterminer des indicateurs précis et mesurables dans le temps
- Difficulté d'évaluer la pérennité des changements
- Nombre important de biais entre situation avant/après, il est quasiment impossible de comparer
- Importance de prendre en compte les disparités au sein des groupes étudiés

¹ <http://eatwellproject.eu/en/Home/Welcome/>

Comportements alimentaires

Pour chaque type d'intervention, l'article propose une analyse critique de son efficacité à partir des résultats disponibles.

L'article propose la typologie suivante pour classer les différentes politiques alimentaires :

- Les politiques d'éducation et d'information, ayant pour objectif de favoriser la prise de décision informée (86 mesures)
- Les politiques ayant pour objectif d'influencer l'environnement alimentaire et le marché (43 mesures)
- Autres mesures pertinentes n'ayant pas pour objectif direct d'influencer l'alimentation

La grande majorité des mesures observées ont pour but de favoriser le « choix informé », principalement à travers des campagnes d'information, d'éducation à la nutrition dans les écoles. Les mesures qui cherchent à modifier l'environnement alimentaire sont rares à l'exception de politiques visant à améliorer l'approvisionnement dans les écoles.

Les résultats de l'étude démontrent la nécessité d'une intervention plus systémique. Les politiques publiques ont tendance à se focaliser sur les changements d'attitudes ou les intentions de changement mais mériteraient de se concentrer davantage sur les changements de comportements, bien que plus complexes à observer et à mesurer.

Globalement, les politiques d'étiquetage nutritionnel et de réglementation du marketing à l'attention des enfants ont un impact positif sur les changements de comportements. L'impact des campagnes d'informations est également positif, principalement sur les attitudes et les intentions, les effets observés sur les changements de comportements semblent assez limités. Les mesures fiscales (taxes ou subventions) sont encore assez peu explorées en Europe bien que les résultats observés ailleurs suggèrent des effets sur le comportement mais surtout des revenus importants.

Principaux enseignements

1) Les politiques ayant pour objectif de favoriser la prise de décision informée

Réglementation de la publicité (6/129) : Mesures souvent focalisées sur les jeunes enfants, peu vers d'autres groupes « vulnérables ». Peu d'évaluation sur l'évolution des comportements alimentaires.

Campagnes d'information (39/129) : présentes partout en Europe (ex 5 fruits et légumes par jour). Résultats probants surtout sur l'état des connaissances mais peu sur l'évolution des comportements alimentaires.

Éducation à la nutrition (35/129) : Grande majorité des actions ciblées vers les écoliers, peu à une grande échelle. Difficile d'évaluer l'efficacité sur les comportements.

Étiquetage nutritionnel (5/129) : le fait qu'une réglementation européenne existe explique en partie qu'il y ait peu d'initiatives nationales. Les résultats mitigés. Peut influencer les acteurs de l'agro-alimentaire dans la reformulation des produits.

Informations nutritionnelles sur les menus (1/129) : pas d'action spécifique en Europe. Exemple aux États Unis depuis 2010, les restaurants sont obligés de faire apparaître le nombre de calories. Résultats mitigés, manque de données.

2) Les politiques ayant pour objectif d'influencer l'environnement alimentaire et le marché

Mesures fiscales (taxes et subventions) (4/129) : Risque effets de substitution et système régressif mais effets potentiellement bénéfiques sur les changements de comportement sur le long terme. Subventions potentiellement plus efficaces que les taxes mais risque d'une augmentation de la consommation d'autres aliments « mauvais pour la santé » avec le revenu dégagé. Intérêt systèmes de coupons pour cibler les ménages défavorisés.

Réglementation restauration collective (15/129) : Majorité des mesures orientées vers les écoles. Effets globalement positifs mais le risque est qu'ils soient limités au lieu du changement. Les évaluations existantes ne permettent pas de prendre en compte des effets de compensation en dehors de l'école.

Comportements alimentaires

Standards nutritionnels (1/129) : un seul exemple au Danemark et interdiction des graisses « trans » à plus de 2 % depuis 2004. Ce type de mesure peut avoir un effet sur le prix et réorienter le choix du consommateur

Mesures pour encourager l'action du secteur privé (10/129) : Surtout sur reformulation des produits ex diminution des graisses trans, du sel... Peu d'éléments disponibles sur l'évaluation de ces mesures.

Mesures pour améliorer l'accessibilité (2/129) : Principalement dans les quartiers défavorisés pour améliorer l'accès à une alimentation de qualité à des ménages à faible revenu ou à des consommateurs peu mobiles. Evaluation encore prématurée. Le principal enjeu de ce type d'intervention est de déterminer s'il y a réellement une demande pour ce type de produit ou si, à l'inverse, les problèmes d'accessibilité sont le résultat d'une demande trop faible.

Lois de responsabilité (1/129) : Exemple aux États Unis où une loi attribue la responsabilité des externalités de santé liées à la consommation d'un produit au producteur. Elle incite ainsi les acteurs du système agro-alimentaire à éviter de vendre des produits qui pourraient faire l'objet d'un litige. Difficile à mettre en place en Europe où le système favorise davantage une approche réglementaire avec l'application du principe de précaution

3) Exemples d'autres cadres d'action pertinents n'ayant pas pour objet direct l'alimentation

La politique agricole commune pour intervenir sur les modes de production

La politique fiscale à travers la TVA pour orienter les choix des consommateurs.

Les politiques sociales pour répondre aux enjeux de précarité alimentaires

Référence

CAPACCI, Sara, MAZZOCCHI, Mario, SHANKAR, Bhavani, et al. Policies to promote healthy eating in Europe: a structured review of policies and their effectiveness. Nutrition reviews, 2012, vol. 70, no 3, p. 188-200.

Lien vers l'article : <https://doi.org/10.1111/j.1753-4887.2011.00442.x>